

L'irresponsabilité comme idéologie

PASCAL FENAUX

éditorial
LA REVUE NOUVELLE - DÉCEMBRE 2010

Depuis quelques années, et singulièrement depuis l'éclatement de la deuxième Intifada en octobre 2000, la répression implacable de cette dernière par l'armée israélienne, la destruction de l'Autorité palestinienne et la poursuite de la colonisation de peuplement juif en Cisjordanie, des voix se font de plus en plus entendre au sein de l'ultra-gauche pour combattre la mémoire du génocide des Juifs. Pourquoi? Parce que cette mémoire serait l'un des principes « racistes » sur lesquels s'est créé l'État d'Israël¹. En effet, « cela équivaut à faire payer un crime à des gens qui ne l'ont pas commis » : les Palestiniens, bien entendu, mais aussi « les Européens et les Américains [qui] se repentent sans cesse de crimes du passé auxquels ils ne peuvent rien faire et qui n'ont pas été commis par eux, mais tout au plus par leurs parents ».

Au sein de cette ultra-gauche, alliée à des « indigènes du royaume » (des intellectuels identitaires issus des immigrations et engagés dans une concurrence mémorielle), de plus en plus nombreux sont ceux qui estiment donc que la mémoire du judéocide est l'un des socles de légitimation de l'État d'Israël, un État fondé sur le sionisme, idéologie « raciste, fondée sur la supériorité raciale », voire coupable de « génocide ». Pour ces intellectuels et ces militants, la « logique » mécanique impose donc de « désacraliser » la mémoire du judéocide en « libérant » la parole, voire en militant pour la réhabilitation de négationnistes « victimes » d'un complot « politico-médiatique » orchestré par Israël et ses « complices ».

¹ Jean Bricmont, *The De-Zionization of the American Mind*, publié le 12 juillet 2006 sur le site Counterpunch (<www.counterpunch.org/bricmont08122006.html>). Signe des temps, ce texte a été republié en français sur le site d'extrême droite voxnr.com (<www.voxnr.com/cc/tribune_libre/EEZpFVkvkIZqeKFOZZ.shtml>).

Il s'agirait ainsi de « libérer la parole » et soutenir tous ceux qui sont attaqués par les lobbies pro-israéliens, quelle que soit leur philosophie politique, c'est-à-dire même, par exemple, lorsqu'ils défendent des thèses niant la réalité du génocide des Juifs². C'est ainsi que, depuis quelques mois, fleurissent des débats « libres penseurs » sur tous les campus universitaires que compte la Belgique francophone et qui entendent « libérer la parole » d'antisionistes ayant basculé dans l'antisémitisme, à commencer par l'ancien humoriste français Dieudonné M'bala M'bala, reconverti dans la réhabilitation du négationniste Robert Faurisson.

Pour *La Revue nouvelle*, il n'est pas question de demander aux Palestiniens qu'ils reconnaissent la légitimité et les vertus d'un sionisme qu'ils ne connaissent que sous l'angle physique, concret et mémoriel de l'expulsion pour les uns, de l'occupation militaire et de la colonisation pour les autres, et de la dépossession pour les uns et les autres. Simplement, nous estimons que, dans le contexte dramatique que traverse le Moyen-Orient, les clefs d'appréhension du conflit israélo-palestinien en sont revenues de toutes parts à un primitivisme digne des années cinquante.

Les partisans de cette curieuse « liberté d'expression » ignorent ou veulent à tout prix ignorer que, si la mémoire du génocide des Juifs est si prégnante dans les consciences occidentales, juives et israéliennes, ce n'est pas seulement à cause d'un système éducatif largement structuré autour de la Shoah, mais aussi parce que ceux qui ont jeté les bases de l'État juif et l'ont structuré étaient animés par, précisément, la volonté d'échapper à un cataclysme européen qu'ils percevaient comme imminent (mais dont ils n'avaient évidemment pas prédit l'ampleur). Cette complexe, tragique mais inéluctable intrication entre mémoires et Histoire, des intellectuels arabes (palestiniens, libanais, syriens, algériens et marocains) l'avaient parfaitement comprise lorsqu'en mars 2001, ils publièrent une lettre ouverte dénonçant l'organisation d'une conférence négationniste à Beyrouth censée participer à la lutte contre le sionisme³.

Le génocide des Juifs structure nos identités et nos mémoires, comme l'expulsion de 1948 structure l'identité et la mémoire du peuple palestinien. Cette mémoire têtue hante les responsables politiques israéliens, une hantise exprimée par exemple par l'ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères et actuelle chef de l'opposition parlementaire, Tzipi Livni, lorsqu'elle demanda, en mai 2008, que les responsables internationaux s'abstiennent d'utiliser le mot « Nakba » (« catastrophe », la disparition de la Palestine en 1948 et l'exode forcé de près de 800 000 Palestiniens) et déclara que

2 Jean Bricmont, *Antifascistes, encore un effort... si vous voulez l'être vraiment*, publié le 20 octobre 2009 sur « Sarkozy, Israël et les Juifs », le blog d'un compagnon de route de Dieudonné M'bala M'bala, Paul-Éric Blanrue (<<http://sarkozyisraeiletlesjuifs.blogspot.com/2009/10/jean-bricmont-repond-aux-calmonies-du.html>>).

3 Adonis, Mahmoud Darwich, Mohammed Harbi, Jamel Eddine Bencheikh, Mohamad Berada, Dominique Eddé, Elias Khoury, Gérard Khoury, Fayez Mallas, Farouk Mardam-Bey, Edward Saïd, Khalida Saïd, Elias Sanbar et Salah Stétié. *Le Monde*, 16 mars 2001. Dès mars 1998, l'intellectuel libanais Samir Kassir (assassiné en juin 2005) s'exprima également contre l'alliance entre négationnisme et antisionisme.

« les Palestiniens pourront célébrer leur indépendance lorsqu'ils auront effacé le mot "Nakba" de leur vocabulaire⁴ ».

Certains combattants de la « liberté d'expression », en militant pour la « désacralisation », veulent peut-être tout simplement se libérer de l'éthique de responsabilité qu'impose une réalité historique intangible : le génocide des Juifs a été commis en Europe, dans un contexte où la plupart des mouvements politiques européens étaient perméables à l'antisémitisme ambiant, et qui nous donne à tous une responsabilité à assumer.

Entre la « désacralisation » et l'amnésie, la marge est étroite, voire intenable. Si elle se décharge de sa responsabilité mémorielle, l'Europe « libérée » que nous promettent certains intellectuels risque de se délester des garde-fous moraux et politiques qui, voici seulement vingt ans, ont déjà eu tant de peine à mettre rapidement fin aux crimes contre l'humanité perpétrés de façon massive en ex-Yougoslavie. ■

⁴ *Yediot Aharonot*, 15 mai 2008.